

ANGOLA

République d'Angola

CAPITALE : Luanda

SUPERFICIE : 1 246 700 km²

POPULATION : 10 624 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : José Eduardo dos Santos

CHEF DU GOUVERNEMENT

Fernando José de França Dias Van-Dúnem jusqu'au 29 janvier

LANGUE OFFICIELLE : portugais

PEINE DE MORT : abolie

ANGOLA

Le retour à un conflit armé généralisé a de nouveau donné lieu à des atteintes massives aux droits humains. Le gouvernement a imposé des restrictions à la liberté d'expression et lancé une campagne d'intimidation contre les journalistes ; beaucoup ont été menacés, d'autres ont été agressés, et quelques-uns appréhendés. Cinq députés représentant une section non violente de l'*União Nacional para a Independência Total de Angola* (UNITA, Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) ont été arrêtés. D'après certaines informations, les forces gouvernementales comme celles de l'UNITA auraient tué des civils – informations toutefois difficiles à confirmer. L'unita a enlevé des centaines de civils, et un groupe d'opposition armé de Cabinda a retenu plusieurs personnes en otages.

Contexte

L'année 1998 a vu le processus de paix s'enliser, tant il était devenu manifeste que l'opposition armée de l'UNITA ne se plierait pas aux dispositions du Protocole de Lusaka de 1994 l'obligeant à abandonner le contrôle de ses territoires et à démobiliser ses troupes. En décembre 1998, d'intenses combats ont opposé les troupes de l'UNITA à celles du gouvernement, entraînant la rupture de toute relation entre les deux parties belligérantes. En 1999, le processus de paix a volé définitivement en éclats, et la Mission d'observation des Nations unies en Angola (MONUA) s'est retirée en février, à l'expiration de son mandat. Le même mois, le gouvernement a accusé Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, d'être un criminel de guerre, et un mandat d'arrêt a été décerné contre lui en juillet.

Après son retrait en février, l'ONU a maintenu sur le terrain une présence réduite, composée d'observateurs des droits humains. En août, elle a annoncé son intention d'ouvrir un nouveau bureau en vue d'étudier les différents moyens susceptibles de ramener la paix. Aux termes d'une résolution du Conseil de sécurité adoptée en octobre, un Bureau des Nations unies en Angola (BUNUA) a été mis en place, doté d'un effectif de 30 personnes. À la fin de l'année, les 12 observateurs des droits humains prévus initialement n'avaient pas été déployés.

Les combats ont fait rage tout au long de l'année. C'est au centre du pays qu'ils ont été les plus acharnés, l'UNITA encerclant et bombardant les villes de Huambo, de Kuito et de Malanje. En octobre, les forces gouvernementales se sont emparées de deux bastions de l'UNITA, Andulo et Bailundo, situés dans la région montagneuse du Centre. À la fin de l'année, le gouvernement contrôlait toutes les capitales provinciales, toutes les installations pétrolières, ainsi que les mines de diamant les plus importantes.

Le gouvernement a conclu avec des compagnies pétrolières internationales des accords qui devraient lui rapporter des centaines de millions de dollars us, en échange de l'autorisation d'installer des plates-formes pétrolières offshore. Les recettes escomptées devraient donner un coup de fouet aux dépenses militaires.

Soucieux de juguler les approvisionnements en armes destinées à l'UNITA et d'empêcher les ventes de diamants qui permettent à ce mouvement de financer ses efforts militaires, le Comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU a mis en place en août deux comités d'experts chargés de surveiller l'application des sanctions imposées en 1997.

représentants des Églises et des membres d'organisations humanitaires ont alors demandé l'ouverture, dans les zones de combat, de couloirs humanitaires afin de pouvoir ravitailler les populations touchées par la famine et les épidémies, mais ni le gouvernement ni l'UNITA n'ont répondu à ces demandes. Les organismes d'aide n'ont pu obtenir l'autorisation de pénétrer dans les zones tenues par l'UNITA. À la fin de l'année, plus d'un million de personnes avaient dû fuir leur maison pour échapper aux combats, ce qui portait à 3,7 millions le nombre total des personnes déplacées depuis 1998.

Un certain nombre de membres de la société civile ont coordonné leurs appels en faveur de la fin des combats donnant naissance au *Grupo Angolano de Reflexão para a Paz* (GARP, Groupe angolais de réflexion sur la paix). En juillet, ce dernier a publié un Manifeste pour la paix en Angola demandant l'ouverture d'un dialogue national afin de trouver une issue durable aux hostilités. Cet appel a reçu le soutien de personnalités éminentes intellectuels, membres de professions libérales, journalistes, syndicalistes et représentants de groupements religieux. En octobre, plusieurs groupes favorables à la paix ont formé le *Fórum Nacional para a Paz* (Forum national pour la paix).

Le gouvernement a continué de soutenir le président de la République démocratique du Congo, Laurent-Désiré Kabila. En décembre, la Namibie a accepté d'autoriser les soldats angolais à lancer des attaques contre l'UNITA à partir de son territoire. Il semble par ailleurs que les rebelles opposés à Kabila, ainsi que les séparatistes armés de Caprivi, en Namibie, aient bénéficié de l'appui de l'UNITA.

Liberté d'expression

Les droits à la liberté d'expression et d'association ont été restreints, et le gouvernement s'est servi des moyens offerts par la justice pour museler toute critique. Il a accusé les médias indépendants de publier des articles sur la guerre de nature à troubler l'ordre public et la sécurité. De leur côté, des ecclésiastiques se sont plaints de ce que les médias d'État ne rendaient pas assez précisément compte de l'ampleur des souffrances engendrées par la guerre.

Une vingtaine de journalistes, travaillant pour la plupart pour des radios ou des journaux privés, ont été arrêtés pour de courtes périodes et interrogés ; sur eux pesait la menace d'être poursuivis pour diffamation orale ou écrite, ou pour atteinte à la sécurité nationale ; un autre a été retenu pendant quarante et un jours. Quatre journalistes ont été formellement inculpés mais aucun n'a été jugé. L'état d'urgence n'a pas été proclamé, et aucune mesure d'exception n'a été prise en vue de restreindre le droit à la liberté d'expression. Le recours aux procédures judiciaires pour convoquer, interroger et intimider les journalistes était cependant contraire aux garanties constitutionnelles relatives à la liberté d'expression, ainsi qu'aux traités internationaux liant l'Angola. Cette année encore, des journalistes critiques à l'égard du gouvernement ont reçu des menaces de mort, et plusieurs ont été victimes d'agressions. Selon toute apparence, le gouvernement, qui n'a procédé à aucune enquête et n'a rien fait pour traduire les responsables en justice, fermait les yeux sur ces violences, favorisées en outre par certaines déclarations, notamment celle du ministre de la Communication sociale, en juin, qui présentait les journalistes comme des propagandistes de la cause de l'UNITA.

Dans les zones qu'ils occupaient, les dirigeants de l'UNITA exerçaient un contrôle total et sans partage sur la liberté d'expression.

✓ Rafael Marques, journaliste indépendant, a été arrêté en octobre après avoir publié dans *Agora*, journal indépendant, un article critique à l'égard du président José Eduardo dos Santos. Placé au secret pendant dix jours dans les locaux du Laboratoire central de criminologie, il a entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention. En novembre, il a été formellement inculpé de diffamation à l'égard du président et libéré sous caution. Présenté devant un tribunal en décembre, il a demandé que les charges retenues contre lui soient abandonnées. Cette requête a été soumise à la Cour suprême, qui n'avait pas encore statué à la fin de l'année 1999. Rafael Marques a été interrogé pour la première fois en avril en même temps que William Tonet, directeur

✓ Josefa Lamberg, correspondante de la Voix de l'Amérique, a été giflée à deux reprises par un soldat, qui lui a également tiré violemment l'oreille. Elle avait tenté, fin avril, de pénétrer dans le centre de recrutement militaire situé dans les locaux du Bataillon chargé des transmissions. Cette agression serait liée à la diffusion cinq jours plus tôt, d'entretiens dans lesquels les personnes interrogées affirmaient que les Blancs et les métis échappaient au recrutement. Josefa Lamberg a déposé plainte auprès d'un tribunal militaire. Une séance d'identification a été organisée dans les locaux du Bataillon chargé des transmissions, mais le soldat auteur de l'agression n'était pas présent. À la fin de l'année, l'affaire n'avait toujours pas été éclaircie.

Représentants de l'UNITA

Les cinq députés de l'UNITA arrêtés en janvier ont été accusés d'atteintes à la sûreté de l'État ; l'un d'eux était d'après certaines informations, gravement malade. Durant plusieurs mois, leur famille et leurs avocats n'ont pas été autorisés à leur rendre visite, et certains de leurs proches ont eu des difficultés à leur faire parvenir de la nourriture. L'un des détenus a été libéré en mai et les quatre autres en octobre, un juge ayant estimé qu'il n'existait pas suffisamment de preuves établissant leur complicité dans les attaques menées par l'UNITA.

Des soldats gouvernementaux, des miliciens et, dans certains cas, des policiers ont harcelé, agressé et arrêté des fonctionnaires et d'autres personnes soupçonnées de sympathiser avec l'UNITA.

Mauvais traitements

Quelques initiatives sans grande portée ont été prises en vue d'améliorer la protection des droits humains dans les postes de police et les centres de détention – comme le fait de placer des magistrats dans les postes de police pour veiller au respect des droits des personnes arrêtées. Dans l'ensemble, cependant, il semble que la volonté politique de mettre véritablement fin aux violations des droits fondamentaux faisait défaut. La police, l'armée et les autres autorités chargées de la surveillance des détenus commettaient régulièrement des abus de pouvoir ; de nombreux suspects de droit commun auraient été passés à tabac par des policiers. Des informations ont également fait état de personnes battues ou maltraitées de diverses façons sur la voie publique par des policiers désireux de s'emparer des biens que ces personnes transportaient ou vendaient. Rares étaient les enquêtes sur les violations commises par des policiers, et rares aussi les procédures visant à leur faire rendre des comptes.

✓ À Humpata (province de Huíla), à la suite d'un accident de la circulation sans gravité, le père Leonar do Gaspar Chivanje s'est vu passer les menottes et a été frappé à la tête par un policier. Ce dernier aurait par la suite été suspendu de ses fonctions, mais il ne semble pas qu'il ait été déféré à la justice.

Enrôlement forcé

Parallèlement aux mesures prises par le gouvernement entre mars et mai pour faire appliquer les lois relatives à la conscription, des soldats et des policiers ont procédé à des recrutements forcés. Des hommes et de jeunes garçons auraient été regroupés lors de rafles effectuées par la police et l'armée, puis envoyés dans des bases militaires disséminées dans le pays ; il semble que nombre de ces personnes recrutées contre leur gré avaient moins de dix-huit ans. De nombreuses informations ont fait état de passages à tabac au cours de ces rafles, et plusieurs personnes auraient même été tuées.

Les combattants de l'UNITA ont également capturé des recrues, parmi lesquelles figuraient des enfants. Ils auraient ainsi enlevé à Mbanza-Congo, en janvier et février, 80 enfants âgés de douze à dix-huit ans.

Violations du droit international humanitaire

Chaque partie au conflit a accusé l'autre camp d'avoir lancé des attaques et tendu des embuscades ayant causé la mort de civils ; dans certains cas, les assaillants auraient délibérément et aveuglément semé la mort parmi la population civile. Il n'était pas toujours possible de confirmer la réalité des faits ou l'identité des responsables.

En janvier, à Malanje, plus de 30 personnes ont été tuées lorsque les forces de l'UNITA ont bombardé la ville en plein jour, et au mois de juillet, à Uige, une embuscade contre un convoi humanitaire clairement signalé comme tel aurait fait plus de 60 victimes.

L'UNITA a enlevé des centaines de civils, et ses combattants se seraient rendus responsables de viols. En août dans les villages de Quimozenguo et de Quichiona, huit chefs de tribus ont été enlevés parce qu'ils auraient fourni des informations aux forces gouvernementales et refusé de recruter des soldats pour l'UNITA. Toujours en août, plus de 300 personnes ayant réussi à échapper aux forces de l'UNITA ont raconté qu'elles avaient subi des mauvais traitements au cours de leur captivité.

De très nombreuses «disparitions» et exécutions extrajudiciaires ont été attribuées aux forces gouvernementales ainsi que des attaques aveugles qui se sont soldées par la mort de civils.

✓ C'est ainsi qu'au mois de décembre, 11 habitants d'un village proche de Calai (province de Cuando-Cubango) auraient été sommairement exécutés par des soldats.

Enclave de Cabinda

Le gouvernement continuait d'être en butte à l'opposition des deux factions armées du *Frente para a Libertação do Enclave de Cabinda* (FLEC, Front de libération de l'enclave de Cabinda). Cette enclave est séparée du reste de l'Angola par une bande de territoire appartenant à la République démocratique du Congo.

Deux Français, deux Portugais et une ressortissante angolaise ont été pris en otages en mars par le *flec-Renovada* (flec-Rénové). La femme a été libérée dans les vingt-quatre heures, mais les quatre hommes travaillant tous pour des sociétés étrangères liées à l'industrie pétrolière, ont dû attendre juillet avant de recouvrer la liberté, après versement d'une rançon.

Maria Luisa Teresa Cuabo, Marta Macaia, Maria Cândida Mazissa et Maria Pemba ont été arrêtées en avril dans la ville de Cabinda devant les bâtiments de l'administration provinciale. Ces quatre femmes faisaient partie d'un groupe de mères qui manifestaient pacifiquement pour dénoncer la conscription et le recrutement forcé de leurs fils dans les forces armées angolaises. Elles ont été relâchées deux jours plus tard sans inculpation, après que d'autres femmes eurent protesté contre leur arrestation.

Traités ratifiés ou signés en 1999

Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

Pour en savoir plus

Angola. *Le respect des droits humains, condition indispensable pour l'instauration de la paix* (index AI : AFR 12/01/99).

Angola. *La liberté d'expression menacée* (index AI : AFR 12/16/99).